



parleu2018bg.bg

Dimension parlementaire  
Présidence bulgare du  
Conseil de l'Union européenne

**Questionnaire pour le 29e Rapport semestriel de la COSAC**

## **PARLEMENT/CHAMBRE ET COORDONNÉES**

Veillez écrire le nom de votre Parlement/Chambre et vos coordonnées.

**Personne de contact :**

**Tél. :**

**Courriel :**

### **Chapitre 1 – L'AVENIR DE L'EUROPE**

#### **Section A : Groupe de travail sur la subsidiarité, la proportionnalité et le « Faire moins de manière plus efficace »**

1. Est-ce que votre Parlement/Chambre a discuté la création et l'activité d'un groupe de travail sur la subsidiarité, la proportionnalité et le « Faire moins de manière plus efficace » ?

- Oui, pendant les séances de la commission
- Oui, en séance plénière
- Oui, sous une autre forme
- Non

Si oui, veuillez résumer brièvement la position/l'opinion de votre Parlement/Chambre (500 caractères au maximum)

2. Est-ce que votre Parlement/Chambre a discuté les lignes directrices *Améliorer la réglementation pour obtenir de meilleurs résultats*<sup>1</sup>, présentées par la Commission en juillet 2017 ?

- Oui, pendant les séances de la commission
- Oui, en séance plénière
- Oui, sous une autre forme
- Non

Si Oui, veuillez résumer brièvement la position/l'opinion de votre Parlement/Chambre (500 caractères au maximum)

<sup>1</sup> <https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/10102/2017/EN/SWD-2017-350-F1-EN-MAIN-PART-1.PDF>

3. Est-ce que votre Parlement/Chambre estime que le processus, établi par le Protocole #2 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne<sup>2</sup>, est efficace et fiable?

- Oui
- Non
- Sans opinion

Veillez résumer brièvement la position/l'opinion de votre Parlement/Chambre (500 caractères au maximum)

4. Selon de votre Parlement/Chambre, que pourrait-on faire pour améliorer ce processus sans modifier le Traité ? (500 caractères au maximum)

5. Selon votre Parlement/Chambre, y a-t-il des domaines politiques où, au fil du temps, la prise de décision et/ou la mise en œuvre pourrait être redéleguée soit en totalité, soit en partie, ou bien renvoyée définitivement aux États membres?

- Oui
- Non
- Sans opinion

Si Oui, veuillez préciser (500 caractères au maximum)

6. Est-ce que votre Parlement/Chambre soutiendrait une modification du Traité qui donnerait aux parlements nationaux un rôle plus important dans le processus législatif de l'UE ?

- Oui
- Non
- Sans opinion

---

<sup>2</sup> <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX:12008E/PRO/02>

## Section B: Élargissement de l'UE et perspective européenne des Balkans occidentaux

7. Est-ce que votre Parlement/Chambre a discuté la stratégie "Un élargissement crédible et un engagement renforcé de l'UE vis-à-vis des Balkans occidentaux", présenté par la Commission le 6 février 2018<sup>3</sup> ?

- Oui, pendant les séances de la commission
- Oui, en séance plénière
- Oui, sous une autre forme
- Non

Si Oui, veuillez résumer brièvement la position/l'opinion de votre Parlement/Chambre (500 caractères au maximum)

8. Est-ce que votre Parlement/Chambre trouve réalisable l'adhésion de nouveaux membres à l'UE dans les sept prochaines années ?

- Oui
- Non
- Sans opinion

9. La Commission européenne a proposé le 6 février 2018<sup>4</sup> les six initiatives phares suivantes pour soutenir le processus de transformation dans les pays des Balkans occidentaux. Veuillez indiquer de 1 à 6 leur importance à cet égard, selon votre Parlement/Chambre ? ("1" - pour le plus important, "6" - pour le moins important)

- Renforcer le soutien à l'État de droit
- Renforcer l'engagement sur la sécurité et la migration
- Soutenir le développement socio-économique
- Augmenter la connectivité
- Une stratégie numérique pour les Balkans occidentaux
- Soutenir la réconciliation et les relations de bon voisinage

<sup>3</sup> [https://ec.europa.eu/commission/publications/eu-western-balkans-strategy-credible-enlargement-perspective\\_fr](https://ec.europa.eu/commission/publications/eu-western-balkans-strategy-credible-enlargement-perspective_fr)

<sup>4</sup> [https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/annex-communication-credible-enlargement-perspective-western-balkans\\_fr.pdf](https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/annex-communication-credible-enlargement-perspective-western-balkans_fr.pdf)

10. Selon votre Parlement/Chambre, la part des fonds prévue dans le prochain cadre financier pluriannuel pour l'instrument d'aide de préadhésion des Balkans occidentaux devrait être :

- Augmentée
- Diminuée
- Maintenu au niveau actuel

11. Est-ce que votre Parlement/Chambre soutient une participation accrue des pays des Balkans occidentaux aux Conseils informels ainsi qu'aux réunions au niveau ministériel, comme l'a proposé la Commission dans la stratégie susmentionnée ?

- Oui
- Non
- Sans opinion

12. Est-ce que votre Parlement/Chambre est favorable à une participation accrue des pays des Balkans occidentaux aux travaux et aux activités de la COSAC ?

- Oui
- Non
- Sans opinion

13. Quelle est la politique générale de contrôle de votre Parlement/Chambre sur la politique d'élargissement de l'UE, en particulier en ce qui concerne les rapports de suivi / les rapports annuels d'avancement / l'élargissement ?

(500 caractères au maximum)

14. Si vous souhaitez apporter des informations supplémentaires sur le chapitre 1, veuillez le faire ci-dessous :

(500 caractères au maximum)

## Chapitre 2 - LE PROCHAIN "CADRE FINANCIER PLURIANNUEL" 2021 - 2027

### Section A : Politique de cohésion après 2020

1. Est-ce que votre Parlement/Chambre a examiné le septième rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale de la Commission européenne publié en octobre 2017<sup>5</sup> ?

- Oui, pendant les séances de la commission
- Oui, en séance plénière
- Oui, sous une autre forme
- Non

Si Oui, veuillez résumer brièvement la position/l'opinion de votre Parlement/Chambre (500 caractères au maximum)

2. Selon votre Parlement/Chambre, parmi les défis suivants, lesquels sont mieux traités jusqu'à présent par la politique de cohésion ? (Indiquez de 1 à 6, "1" - le mieux traité, "6" - le moins traité)

- Soutenir les efforts de «rattrapage» des États membres les moins développés
- Réduire les disparités régionales au sein des États membres
- Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté
- Stimuler le développement économique au sein de l'UE dans son ensemble
- Promouvoir les valeurs de l'UE garanties par l'article 2 du TUE (p. ex. la primauté du droit, les droits fondamentaux)
- Aborder les effets secondaires négatifs de la mondialisation

Autre, veuillez préciser (500 caractères au maximum)

3. Selon votre Parlement/Chambre, les États membres sont-ils en mesure d'obtenir des résultats comparables sans les instruments de la politique de cohésion ?

---

<sup>5</sup> [http://ec.europa.eu/regional\\_policy/en/information/cohesion-report/](http://ec.europa.eu/regional_policy/en/information/cohesion-report/)

- Oui, dans une large mesure
- Oui, dans une certaine mesure
- Non
- Sans opinion

4. Est-ce que votre Parlement/Chambre soutient la poursuite de la politique de cohésion après 2020 ?

- Oui, il faut maintenir le financement et la structure existants
- Oui, en limitant son financement et son étendue
- Oui, en introduisant de nouveaux instruments pour son financement
- Non
- Sans opinion

Veillez développer votre réponse (500 caractères au maximum)

5. Selon votre Parlement/Chambre, quelles sont les principales lacunes dans la mise en œuvre de la politique de cohésion ? (jusqu'à trois réponses)

- Information insuffisante sur les programmes / fonds auprès du public
- Procédures administratives longues et complexes
- Paiements différés aux bénéficiaires
- Manque de flexibilité dans la gestion des projets
- Procédures lourdes d'audit et de supervision
- Des exigences de cofinancement trop encombrantes
- Approche directive lors de la conception des programmes

Autre, veuillez préciser : (500 caractères au maximum)

6. Selon votre Parlement/Chambre, que faut-il faire pour améliorer la politique de cohésion après 2020 ? (jusqu'à trois réponses)

- Simplifier les règles
- Ajuster les règles entre les fonds européens en fonction des enseignements tirés de leur mise en œuvre
- Permettre plus de flexibilité
- Simplifier les conditions ex ante (requis)

- Augmenter le niveau d'autofinancement
- Baisser le niveau d'autofinancement
- Changer la proportion "Subventions - Instruments financiers"
- Améliorer la capacité administrative

Autre, veuillez préciser : (500 caractères au maximum)

7. Selon votre Parlement/Chambre, est-ce que les décaissements des fonds de l'UE doivent être subordonnés au respect de la primauté du droit dans les États membres ?

- Oui
- Non
- Sans opinion

### **Section B : Le budget de l'UE dans le contexte des conséquences du Brexit**

8. Est-ce que votre Parlement/Chambre a discuté le rapport du groupe de haut niveau sur les ressources propres, dirigé par Mario Monti<sup>6</sup> ?

- Oui, pendant les séances de la commission
- Oui, en séance plénière
- Oui, sous une autre forme
- Non

Si Oui, veuillez résumer brièvement la position/l'opinion de votre Parlement/Chambre (500 caractères au maximum)

9. Selon votre Parlement/Chambre, lesquelles des nouvelles sources potentielles de revenus, étudiées par le groupe susmentionné, pourraient être utilisées pour financer le CFP 2021-2027 ? (jusqu'à trois réponses)

- Taxe sur le CO2 / tarification du carbone
- Introduction du système européen d'échange de quotas d'émission
- Taxe sur le carburant (taxes sur les combustibles fossiles / accises)

---

<sup>6</sup> [http://ec.europa.eu/budget/mff/hlgor/index\\_fr.cfm](http://ec.europa.eu/budget/mff/hlgor/index_fr.cfm)

- Réforme de la ressource propre fondée sur la TVA
- Taxe sur les transactions financières (TTF)
- Modifier la contribution des États membres au budget de l'UE fondée sur leur RNB
- Sans opinion

Autre, veuillez préciser : (500 caractères au maximum)

10. Est-ce que votre Parlement/Chambre serait disposé à soutenir une augmentation de la contribution de votre pays au budget de l'UE après le Brexit ?

- Oui
- Non
- Sans opinion

Si Oui, veuillez préciser sous quelles conditions : (500 caractères au maximum)

11. Selon votre Parlement/Chambre, quel devrait être l'objectif des dépenses de l'UE pour la prochaine période financière (jusqu'à trois réponses) ?

- Réduire les divergences économiques et sociales dans les États membres et entre ceux-ci
- Renforcer la politique de sécurité et de défense de l'UE
- Renforcer le contrôle des frontières et lutter contre la migration illégale
- Encourager les sources d'énergie renouvelables et l'infrastructure à faible émission de carbone
- Les politiques extérieures de l'UE
- La stratégie numérique

Autre, veuillez préciser : (500 caractères au maximum)

12. Selon votre Parlement/Chambre, le prochain CFP devrait-il s'appuyer sur une stratégie globale pour l'avenir de l'UE, similaire à la stratégie Europe 2020 ?

- Oui

- Non
- Sans opinion

13. Selon votre Parlement/Chambre, quelle devrait être la durée du prochain cadre financier pluriannuel ?

- Période de 7 ans
- Période de 5 ans (le minimum prescrit par le Traité)
- Sans opinion

14. Est-ce que votre Parlement/Chambre soutient l'idée de renforcer la flexibilité du budget de l'UE pour rendre sa réaction aux défis plus rapide ?

- Oui
- Non
- Sans opinion

Si Oui, veuillez préciser : (500 caractères au maximum)

15. Est-ce que votre Parlement/Chambre soutient l'abolition des remises sur les contributions des États membres ?

- Oui
- Non
- Sans opinion

16. Si vous souhaitez apporter des informations supplémentaires sur le chapitre 2, veuillez le faire ci-dessous : (maximum 500 caractères)

## **Chapitre 3 - LE SOCLE EUROPÉEN DES DROITS SOCIAUX**

### **Section A : Emplois et croissance**

1. Est-ce que votre Parlement/Chambre a discuté le Socle européen des droits sociaux<sup>7</sup> ?

---

<sup>7</sup> [https://ec.europa.eu/commission/priorities/deeper-and-fairer-economic-and-monetary-union/european-pillar-social-rights\\_fr](https://ec.europa.eu/commission/priorities/deeper-and-fairer-economic-and-monetary-union/european-pillar-social-rights_fr)

- Oui, pendant les séances de la commission
- Oui, en séance plénière
- Oui, sous une autre forme
- Non

2. Selon votre Parlement/Chambre, quels principes fondamentaux du Socle<sup>8</sup> sont les plus importants pour atteindre ses objectifs ? (jusqu'à trois réponses)

- Accès à l'éducation, à la formation et à l'apprentissage tout au long de la vie
- Égalité des chances
- Revenu minimum garanti
- Milieu de travail sûr et salubre
- Implication active des partenaires sociaux
- L'équilibre travail-vie, y compris les soins à l'enfance
- Protection sociale et allocations de chômage
- Inclusion des personnes handicapées

Autre, veuillez préciser : (500 caractères au maximum)

3. Selon votre Parlement/Chambre, quelle est la question la plus urgente à laquelle le Socle pourrait apporter une solution ?

- Les conséquences sociales de la crise financière : pauvreté, exclusion sociale, inégalités et chômage
- Le progrès technologique et l'automatisation, et les conséquences de celle-ci pour le futur marché du travail
- Évolution démographique en Europe : vieillissement de la population et nécessité de moderniser le système de protection sociale
- Les disparités économiques entre les États membres

Autre, veuillez préciser : (500 caractères au maximum)

---

<sup>8</sup> [https://ec.europa.eu/commission/priorities/deeper-and-fairer-economic-and-monetary-union/european-pillar-social-rights/european-pillar-social-rights-20-principles\\_fr](https://ec.europa.eu/commission/priorities/deeper-and-fairer-economic-and-monetary-union/european-pillar-social-rights/european-pillar-social-rights-20-principles_fr)

4. Selon votre Parlement/Chambre, quels sont les outils les plus appropriés pour mettre en œuvre les 20 principes énoncés dans le Socle ? (jusqu'à trois réponses)

- Législation européenne spécifique (plan d'action européen)
- Semestre européen renforcé qui englobe les principes du Socle
- Coordination des politiques entre les États membres
- Établir des critères à satisfaire par les États membres
- Concevoir des instruments de financement de l'UE pour soutenir les réformes au niveau national
- Appliquer un mécanisme de sanction pour les États membres si les critères sociaux ne sont pas respectés (y compris la réduction de l'accès aux fonds de l'UE)
- Échanger les bonnes pratiques et renforcer la coopération entre les partenaires sociaux et les régulateurs nationaux

Autre, veuillez préciser : (500 caractères au maximum)

## **Section B : Conditions de travail, Affaires sociales et Inclusion**

5. Selon votre Parlement/Chambre, y a-t-il besoin faut-il plus de coordination des politiques sociales des États membres au niveau de l'UE ?

- Oui, une harmonisation complète est nécessaire
- Oui, nous devrions mieux nous coordonner, mais sans procéder à une harmonisation complète
- Non, le niveau de coordination est suffisant
- Non, l'Union devrait éviter toute ingérence dans les politiques sociales des États membres

6. Le 19 janvier 2017, le Parlement européen a adopté une résolution sur le Socle européen des droits sociaux (2016/2095 (INI))<sup>9</sup>. Auxquelles des suggestions suivantes, présentes dans la résolution, votre Parlement/Chambre serait-il/elle favorable ? (plus d'une réponse possible)

---

<sup>9</sup> <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P8-TA-2017-0010+0+DOC+XML+V0//FR>

- Une directive-cadre sur les conditions de travail décentes dans toutes les formes d'emploi
- Application et contrôle plus efficaces et fiables des normes de travail existantes
- Une recommandation sur l'instauration de salaires planchers nationaux fondés sur le calcul du salaire minimum national
- Un plan d'action de protection sociale de longue durée
- Une recommandation sur la protection sociale dans toutes les formes d'emploi
- Législation sur la maternité, la paternité, le congé parental et le congé pour aider aux soins
- Un niveau approprié d'investissements sociaux
- Une garantie de compétences en tant que nouveau droit permettant à tout un chacun d'acquérir des compétences fondamentales pour le 21e siècle
- La mise en œuvre intégrale de la garantie pour la jeunesse pour toutes les personnes âgées de moins de 30 ans
- Une garantie pour l'enfance dans tous les États membres
- Analyse des meilleures pratiques pour le calcul des retraites minimales

7. Est-ce que votre Parlement/Chambre soutient que des objectifs clairs et contraignants, visant à réduire le décalage de rémunération entre hommes et femmes, soient introduits et suivis de près dans le cadre du semestre européen?

- Oui
- Non
- Sans opinion

8. Est-ce que votre Parlement/Chambre soutient l'initiative d'une Autorité européenne du travail, proposée par le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, dans son discours sur l'état de l'UE 2017, garantissant l'application des règles de l'UE sur la mobilité de la main-d'œuvre de façon juste, simple et efficace ?

- Oui
- Non
- Sans opinion

9. Citez trois thèmes sociaux importants débattus par votre Parlement/Chambre au cours de la dernière année (500 caractères au maximum)

10. Si vous souhaitez apporter des informations supplémentaires sur le chapitre 3, veuillez le faire ci-dessous : (maximum 500 caractères)